

Dividende canadien Counsel

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

Les présents états financiers ne contiennent pas le rapport de la direction sur le rendement du Fonds (« RDRF ») du fonds d'investissement.

Toute personne peut obtenir sans frais un exemplaire du dernier prospectus simplifié, de la notice annuelle, du rapport de la direction sur le rendement du Fonds, du document Aperçu du Fonds, du document d'informations trimestrielles sur le portefeuille et du document d'informations sur le vote par procuration en composant le numéro sans frais 1 877 625-9885, en écrivant à Services de portefeuille Counsel Inc., 5015 Spectrum Way, Suite 300, Mississauga (Ontario) L4W 0E4, en visitant notre site Web à l'adresse www.counsellservices.com ou le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

RAPPORT DE LA DIRECTION

Responsabilité de la direction en matière d'information financière

Les états financiers ci-joints ont été établis par Services de portefeuille Counsel Inc. (le « gestionnaire ») en sa qualité de gestionnaire du Dividende canadien Counsel (le « Fonds »). Le gestionnaire est responsable de l'intégrité, de l'objectivité et de la fiabilité des données présentées. Cette responsabilité comprend le choix de principes comptables appropriés et la formulation de jugements et d'estimations conformes aux Normes internationales d'information financière. Le gestionnaire est également responsable de l'établissement de contrôles internes à l'égard du processus de présentation de l'information financière destinés à fournir une assurance raisonnable quant à la pertinence et à la fiabilité de l'information financière présentée.

Le conseil d'administration (le « conseil ») de Services de portefeuille Counsel Inc. est responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers, ainsi que de la surveillance de la façon dont le gestionnaire s'acquitte de ses responsabilités quant à la présentation de l'information financière. Le conseil rencontre aussi régulièrement le gestionnaire, les auditeurs internes et les auditeurs externes afin de discuter des contrôles internes à l'égard du processus de présentation de l'information financière, des questions d'audit et des questions de présentation de l'information financière.

Le 31 mars 2023, KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l. a été nommé auditeur externe du Fonds. Il est nommé par le conseil. L'auditeur externe a audité les états financiers conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada afin de lui permettre d'exprimer une opinion sur les états financiers à l'intention des porteurs de titres. Son rapport est présenté ci-dessous.

Le président et chef de la direction,



Sam Febraro

La chef des finances,



Paulette Jervis

Le 5 juin 2023

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'intention des porteurs de titres du Dividende canadien Counsel (le « Fonds »)

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2023;
- l'état du résultat global pour la période close à cette date, tel qu'il est indiqué à la note 1;
- l'état de l'évolution de la situation financière pour la période close à cette date, tel qu'il est indiqué à la note 1;
- le tableau des flux de trésorerie pour la période close à cette date, tel qu'il est indiqué à la note 1;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables (ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour la période close à cette date, tel qu'il est indiqué à la note 1, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » de notre rapport de l'auditeur.

Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point – Informations comparatives

Les états financiers pour la période close le 31 mars 2022 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 15 juin 2022.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

– des informations contenues dans le rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, et à demeurer attentifs aux éléments indiquant que les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

Nous avons obtenu les informations contenues dans le rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes à la date du présent rapport de l'auditeur. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le rapport de l'auditeur.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport de l'auditeur sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport de l'auditeur. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Toronto (Ontario)
Le 5 juin 2023

DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars (en milliers de \$, sauf les montants par titre)

	2023	2022
ACTIF		
Actifs courants		
Placements à la juste valeur	130 303	140 816
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 432	5 849
Dividendes à recevoir	656	479
Sommes à recevoir pour placements vendus	25	–
Sommes à recevoir pour titres émis	38	32
Sommes à recevoir du gestionnaire	12	–
Total de l'actif	140 466	147 176

PASSIF

Passifs courants		
Créditeurs liés aux placements achetés	–	268
Sommes à payer pour titres rachetés	65	52
Sommes à payer au gestionnaire	2	2
Total du passif	67	322
Actif net attribuable aux porteurs de titres	140 399	146 854

	Actif net attribuable aux porteurs de titres (note 3)			
	par titre		par série	
	2023	2022	2023	2022
Série A	16,12	17,18	20 085	20 541
Série E	16,50	17,60	8 222	9 957
Série F	16,87	18,07	16 608	15 083
Série I	17,60	18,90	9 462	7 777
Série O	17,14	18,42	78 335	89 212
Série Patrimoine privé	17,55	18,85	7 653	4 247
Série T	8,37	9,43	34	37
			140 399	146 854

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour les périodes closes les 31 mars
(en milliers de \$, sauf les montants par titre)

	2023	2022
Revenus		
Dividendes	4 999	3 562
Revenus d'intérêts aux fins de distribution	269	12
Autres variations de la juste valeur des placements et autres actifs nets		
Profit (perte) net(te) réalisé(e)	5 058	1 499
Profit (perte) net(te) latent(e)	(15 092)	14 201
Revenu tiré du prêt de titres	12	1
Total des revenus (pertes)	(4 754)	19 275

Charges (note 6)

Frais de gestion	653	673
Rabais sur les frais de gestion	(8)	(9)
Frais d'administration	127	115
Commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille	45	54
Frais du comité d'examen indépendant	2	1
Autres	1	–
Charges avant les montants absorbés par le gestionnaire	820	834
Charges absorbées par le gestionnaire	–	–
Charges nettes	820	834
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation, avant impôt	(5 574)	18 441
Charge (économie) d'impôt étranger retenu à la source	–	–
Charge d'impôt étranger sur le résultat (recouvrée)	–	–
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation	(5 574)	18 441

	Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation (note 3)			
	par titre		par série	
	2023	2022	2023	2022
Série A	(0,92)	2,95	(1 101)	3 310
Série E	(1,04)	3,06	(548)	1 896
Série F	(0,61)	3,33	(549)	2 724
Série I	(0,42)	3,51	(224)	1 379
Série O	(0,63)	3,65	(3 012)	8 502
Série Patrimoine privé	(0,39)	3,37	(137)	624
Série T	(0,50)	1,54	(3)	6
			(5 574)	18 441

DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

ÉTATS DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Pour les périodes closes les 31 mars
(en milliers de \$, sauf les montants par titre)

	Total		Série A		Série E		Série F		Série I	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX PORTEURS DE TITRES										
À l'ouverture	146 854	49 880	20 541	16 065	9 957	9 636	15 083	12 800	7 777	5 042
Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités d'exploitation	(5 574)	18 441	(1 101)	3 310	(548)	1 896	(549)	2 724	(224)	1 379
Distributions aux porteurs de titres :										
Revenu de placement	(4 390)	(2 166)	(163)	(43)	(84)	(56)	(393)	(279)	(345)	(224)
Gains en capital	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Remboursement de capital	(2)	(2)	–	–	–	–	–	–	–	–
Rabais sur les frais de gestion	(8)	(9)	(3)	(2)	–	–	(5)	(7)	–	–
Total des distributions aux porteurs de titres	(4 400)	(2 177)	(166)	(45)	(84)	(56)	(398)	(286)	(345)	(224)
Opérations sur les titres :										
Produit de l'émission de titres	24 920	97 779	4 432	3 792	–	–	4 745	2 257	4 706	2 560
Réinvestissement des distributions	4 358	2 136	162	44	83	55	385	269	333	209
Paiements au rachat de titres	(25 759)	(19 205)	(3 783)	(2 625)	(1 186)	(1 574)	(2 658)	(2 681)	(2 785)	(1 189)
Total des opérations sur les titres	3 519	80 710	811	1 211	(1 103)	(1 519)	2 472	(155)	2 254	1 580
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres	(6 455)	96 974	(456)	4 476	(1 735)	321	1 525	2 283	1 685	2 735
À la clôture	140 399	146 854	20 085	20 541	8 222	9 957	16 608	15 083	9 462	7 777
Augmentation (diminution) des titres du Fonds (en milliers) (note 7) :										
Titres en circulation, à l'ouverture			1 195	1 126	566	659	835	848	411	318
Émis			278	231	–	–	280	133	267	148
Réinvestissement des distributions			10	3	5	3	23	16	19	12
Rachetés			(237)	(165)	(73)	(96)	(154)	(162)	(159)	(67)
Titres en circulation, à la clôture			1 246	1 195	498	566	984	835	538	411

	Série O		Série Patrimoine privé		Série T	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX PORTEURS DE TITRES						
À l'ouverture	89 212	4 921	4 247	1 405	37	11
Augmentation (diminution) de l'actif net liée aux activités d'exploitation	(3 012)	8 502	(137)	624	(3)	6
Distributions aux porteurs de titres :						
Revenu de placement	(3 180)	(1 462)	(225)	(102)	–	–
Gains en capital	–	–	–	–	–	–
Remboursement de capital	–	–	–	–	(2)	(2)
Rabais sur les frais de gestion	–	–	–	–	–	–
Total des distributions aux porteurs de titres	(3 180)	(1 462)	(225)	(102)	(2)	(2)
Opérations sur les titres :						
Produit de l'émission de titres	6 779	85 542	4 258	3 608	–	20
Réinvestissement des distributions	3 180	1 462	213	95	2	2
Paiements au rachat de titres	(14 644)	(9 753)	(703)	(1 383)	–	–
Total des opérations sur les titres	(4 685)	77 251	3 768	2 320	2	22
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres	(10 877)	84 291	3 406	2 842	(3)	26
À la clôture	78 335	89 212	7 653	4 247	34	37
Augmentation (diminution) des titres du Fonds (en milliers) (note 7) :						
Titres en circulation, à l'ouverture	4 843	319	225	89	4	1
Émis	389	4 995	239	207	–	3
Réinvestissement des distributions	186	83	12	5	–	–
Rachetés	(847)	(554)	(40)	(76)	–	–
Titres en circulation, à la clôture	4 571	4 843	436	225	4	4

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les périodes closes les 31 mars (en milliers de \$)

	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Augmentation (diminution) nette de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation	(5 574)	18 441
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :		
Perte (profit) net(te) réalisé(e) sur les placements	(5 058)	(1 499)
Variation de la perte (du profit) net(te) latent(e) sur les placements	15 092	(14 201)
Achat de placements	(30 574)	(92 187)
Produit de la vente et de l'échéance de placements	30 752	14 507
(Augmentation) diminution des débiteurs et autres actifs	(189)	(301)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	4 449	(75 240)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de l'émission de titres	24 914	97 749
Paiements au rachat de titres	(25 746)	(19 191)
Distributions versées, déduction faite des réinvestissements	(42)	(41)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(874)	78 517
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 575	3 277
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à l'ouverture	5 849	2 573
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	8	(1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la clôture	9 432	5 849
Trésorerie	572	452
Équivalents de trésorerie	8 860	5 397
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la clôture	9 432	5 849
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Dividendes reçus	4 822	3 261
Impôts étrangers payés	–	–
Intérêts reçus	269	12
Intérêts versés	–	–

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

TABLEAU DES PLACEMENTS

au 31 mars 2023

	Pays	Secteur	Actions/ parts	Coût moyen (en milliers de \$)	Juste valeur (en milliers de \$)
ACTIONS					
Alimentation Couche-Tard inc.	Canada	Consommation de base	45 597	2 055	3 098
Fonds de placement immobilier Allied	Canada	Biens immobiliers	115 029	4 419	2 802
ARC Resources Ltd.	Canada	Énergie	107 724	1 334	1 651
La Banque de Nouvelle-Écosse BCE Inc.	Canada	Services financiers	75 570	5 394	5 144
Fonds de placement immobilier d'immeubles résidentiels canadien	Canada	Services de communication	105 387	6 299	6 380
Banque Canadienne Impériale de Commerce	Canada	Biens immobiliers	63 328	3 268	3 002
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	Canada	Services financiers	75 375	4 874	4 320
La Société Canadienne Tire Ltée, cat. A, sans droit de vote	Canada	Produits industriels	19 677	2 775	3 138
Chartwell résidences pour retraités	Canada	Consommation discrétionnaire	27 094	4 446	4 779
Empire Co. Ltd., cat. A, sans droit de vote	Canada	Soins de santé	343 920	3 784	2 941
Fonds de placement immobilier H&R	Canada	Consommation de base	117 183	4 314	4 246
Hydro One Inc.	Canada	Biens immobiliers	227 586	3 750	2 868
Intact Corporation financière	Canada	Services publics	151 421	4 349	5 827
Banque Laurentienne du Canada	Canada	Services financiers	18 394	2 588	3 558
Magna International Inc.	Canada	Services financiers	80 187	3 307	2 551
Société Financière Manuvie	Canada	Consommation discrétionnaire	62 759	4 934	4 543
Metro inc.	Canada	Services financiers	154 156	3 622	3 823
La Compagnie du Nord-Ouest Inc.	Canada	Consommation de base	48 053	2 856	3 572
Nutrien Ltd.	Canada	Consommation de base	57 825	1 802	2 185
Pembina Pipeline Corp.	Canada	Matériaux	34 187	2 577	3 412
¹ Power Corporation du Canada, à droit de vote subalterne	Canada	Énergie	84 791	3 442	3 712
Premium Brands Holdings Corp.	Canada	Services financiers	188 378	7 185	6 507
Québecor inc., cat. B, à droit de vote subalterne	Canada	Consommation de base	26 151	2 370	2 615
Restaurant Brands International Inc.	Canada	Services de communication	139 616	4 398	4 665
Rogers Communications Inc., cat. B, sans droit de vote	Canada	Consommation discrétionnaire	32 588	2 171	2 957
Banque Royale du Canada	Canada	Services de communication	42 514	2 344	2 663
Suncor Énergie Inc.	Canada	Services financiers	62 428	6 271	8 069
Supérieur Plus Corp.	Canada	Énergie	70 064	1 774	2 940
Corporation TC Énergie	Canada	Services publics	275 881	3 300	3 073
TELUS Corp.	Canada	Énergie	78 478	4 300	4 126
La Banque Toronto-Dominion	Canada	Services de communication	138 255	3 450	3 709
Groupe WSP Global Inc.	Canada	Services financiers	100 092	7 190	8 101
Total des actions	Canada	Produits industriels	18 789	2 640	3 326
				123 582	130 303
Coûts de transaction				(65)	–
Total des placements				123 517	130 303
Trésorerie et équivalents de trésorerie					9 432
Autres éléments d'actif moins le passif					664
Actif net attribuable aux porteurs de titres					140 399

¹ L'émetteur est la société mère ultime du gestionnaire du Fonds.

DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

APERÇU DU PORTEFEUILLE

31 MARS 2023

PAR TYPE D'ACTIF	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Actions	92,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6,7
Autres	0,5

RÉPARTITION SECTORIELLE	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Services financiers	30,0
Services de communication	12,4
Consommation de base	11,2
Énergie	8,9
Consommation discrétionnaire	8,7
Services publics	6,3
Biens immobiliers	6,2
Produits industriels	4,6
Matériaux	2,4
Soins de santé	2,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6,7
Autres	0,5

31 MARS 2022

PAR TYPE D'ACTIF	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Actions	95,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4,0
Autres	0,1

RÉPARTITION SECTORIELLE	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
Services financiers	30,6
Services de communication	15,8
Consommation de base	14,1
Énergie	9,3
Biens immobiliers	6,5
Services publics	6,0
Consommation discrétionnaire	5,7
Matériaux	3,6
Produits industriels	2,4
Soins de santé	1,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4,0
Autres	0,1

DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

NOTES ANNEXES

1. Périodes comptables et renseignements généraux

L'information fournie dans les présents états financiers et dans les notes annexes se rapporte aux périodes closes les 31 mars 2023 et 2022, ou est présentée à ces dates, selon le cas. Pour l'exercice au cours duquel une série est établie, l'information fournie se rapporte à la période allant de la date d'établissement à la date marquant la fin de la période en question. Advenant la dissolution d'une série au cours d'une période, la période est comprise entre le début de l'exercice et la date de dissolution. Se reporter à la note 10 a) pour les dates de création et de dissolution de chacune des séries.

Le Fonds a été constitué en fiducie de fonds commun de placement à capital variable en vertu des lois de la province de l'Ontario aux termes d'une déclaration de fiducie dans sa version modifiée et mise à jour de temps à autre. Le siège social du Fonds est situé au 5015 Spectrum Way, Suite 300, Mississauga (Ontario), Canada. Le Fonds est autorisé à émettre un nombre illimité de parts (désignées en tant que « titre » ou « titres ») de séries multiples. Les séries du Fonds sont offertes à la vente aux termes d'un prospectus simplifié ou aux termes d'options de placement avec dispense de prospectus.

Services de portefeuille Counsel Inc. (le « gestionnaire » ou « Counsel ») agit comme le gestionnaire et le fiduciaire du Fonds.

2. Base d'établissement et mode de présentation

Les présents états financiers annuels (les « états financiers ») ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). La note 3 présente un résumé des principales méthodes comptables du Fonds en vertu des normes IFRS.

Sauf indication contraire, tous les montants présentés dans ces états financiers sont en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle du Fonds, et sont arrondis au millier de dollars près. Les états financiers ont été établis sur la base de la continuité d'exploitation au moyen de la méthode du coût historique, sauf dans le cas des actifs et des passifs financiers qui ont été évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (la « JVRN »).

Les présents états financiers ont été approuvés aux fins de publication par le conseil d'administration de Counsel le 5 juin 2023.

3. Principales méthodes comptables

a) Instruments financiers

Les instruments financiers comprennent des actifs et des passifs financiers tels que des titres d'emprunt et de capitaux propres, des fonds de placement et des dérivés. Le Fonds classe et évalue les instruments financiers conformément à l'IFRS 9, *Instruments financiers*. Au moment de la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Tous les instruments financiers sont comptabilisés dans les états de la situation financière lorsque le Fonds devient partie aux exigences contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie des instruments ont expiré. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque le Fonds a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Les opérations d'achat et de vente de placements sont comptabilisées à la date de l'opération.

À la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Profit (perte) net(te) latent(e) de l'état du résultat global.

Les profits et les pertes réalisé(e)s et latent(e)s sur les placements sont calculé(e)s en fonction du coût moyen des placements, mais excluent les commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille, qui sont présentés de manière distincte dans l'état du résultat global au poste Commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille.

Les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur des placements sont inclus dans l'état du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Le Fonds comptabilise ses titres de fonds de placement à la juste valeur par le biais du résultat net. Counsel a conclu que les fonds de placement dans lesquels le Fonds investit ne répondent pas à la définition d'entités structurées.

Les titres rachetables du Fonds confèrent aux porteurs de titres le droit de faire racheter leur participation dans le Fonds contre un montant de trésorerie égal à leur part proportionnelle de la valeur liquidative du Fonds, entre autres droits contractuels. Les titres rachetables du Fonds satisfont aux critères de classement à titre de passifs financiers conformément à IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*. L'obligation du Fonds à l'égard de l'actif net attribuable aux porteurs de titres est présentée au prix de rachat.

L'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, exige la présentation d'information relative aux changements dans les passifs et les actifs, comme les titres du Fonds, découlant d'activités de financement. Les changements relatifs aux titres du Fonds, y compris les changements découlant des flux de trésorerie et les changements sans effet de trésorerie, sont inclus à l'état de l'évolution de la situation financière. Tout changement relatif aux titres non réglé en espèces à la fin de la période est présenté à titre de Sommes à recevoir pour titres émis ou de Sommes à payer pour titres rachetés à l'état de la situation financière. Ces sommes à recevoir et à payer sont normalement réglées peu après la fin de la période.

b) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur est définie comme le prix qui serait obtenu à la vente d'un actif ou qui serait payé au transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Les placements dans des titres cotés à une Bourse des valeurs mobilières, y compris les fonds négociés en bourse, ou négociés sur un marché hors cote sont évalués selon le dernier cours de marché ou le cours de clôture enregistré par la Bourse sur laquelle le titre se négocie principalement, le cours se situant à l'intérieur d'un écart acheteur-vendeur pour le placement. Dans certaines circonstances, lorsque le cours ne se situe pas à l'intérieur de l'écart acheteur-vendeur, Counsel détermine le point le plus représentatif de la juste valeur dans cet écart en fonction de faits et de circonstances spécifiques. Les titres non cotés ou non négociés à une Bourse et les titres dont le cours de la dernière vente ou de clôture n'est pas disponible ou les titres pour lesquels les cours boursiers, de l'avis de Counsel, sont inexacts ou incertains, ou ne reflètent pas tous les renseignements importants disponibles, sont évalués à leur juste valeur, laquelle sera déterminée par Counsel à l'aide de techniques d'évaluation appropriées et acceptées par le secteur, y compris des modèles d'évaluation. La juste valeur d'un titre déterminée à l'aide de modèles d'évaluation exige l'utilisation de facteurs et d'hypothèses fondés sur les données observables sur le marché, notamment la volatilité et les autres taux ou prix applicables. Dans des cas limités, la juste valeur d'un titre peut être déterminée grâce à des techniques d'évaluation qui ne sont pas appuyées par des données observables sur le marché.

DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

NOTES ANNEXES

3. Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur (suite)

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, qui incluent les dépôts de trésorerie auprès d'institutions financières et les placements à court terme qui sont facilement convertibles en trésorerie, sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur et sont utilisés par le Fonds dans la gestion de ses engagements à court terme. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont présentés à leur coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur en raison de leur nature très liquide et de leurs échéances à court terme. Les découverts bancaires sont présentés dans les passifs courants à titre de dette bancaire dans l'état de la situation financière.

Le Fonds peut avoir recours à des instruments dérivés (comme les options souscrites, les contrats à terme standardisés ou de gré à gré, les swaps ou les instruments dérivés sur mesure) en guise de couverture contre les pertes occasionnées par des fluctuations des cours des titres, des taux d'intérêt ou des taux de change. Le Fonds peut également avoir recours à des instruments dérivés à des fins autres que de couverture afin d'effectuer indirectement des placements dans des titres ou des marchés financiers, de s'exposer à d'autres devises, de chercher à générer des revenus supplémentaires ou à toute autre fin considérée comme appropriée par Counsel ou le ou les sous-conseillers du Fonds, pourvu que cela soit compatible avec les objectifs de placement du Fonds. Les instruments dérivés doivent être utilisés conformément à la législation canadienne sur les organismes de placement collectif, sous réserve des dispenses accordées au Fonds par les organismes de réglementation, le cas échéant. Pour de plus amples renseignements à cet égard, notamment sur les modalités de telles dispenses, le cas échéant, se reporter à la rubrique « Dispenses de l'application des dispositions du Règlement 81-102 » de la notice annuelle du Fonds.

L'évaluation des instruments dérivés est effectuée quotidiennement, au moyen des sources usuelles d'information provenant des Bourses pour les instruments dérivés cotés en Bourse et des demandes précises auprès des courtiers relativement aux instruments dérivés hors cote.

La valeur des contrats à terme de gré à gré représente le profit ou la perte qui serait réalisé(e) si, à la date d'évaluation, les positions détenues étaient dénouées. La variation de la valeur des contrats à terme de gré à gré est incluse dans les états du résultat global au poste Profit (perte) net(te) latent(e).

La valeur des contrats à terme standardisés ou des swaps fluctue quotidiennement; les règlements au comptant effectués tous les jours par le Fonds, le cas échéant, représentent la variation des profits ou des pertes latent(e)s, mieux établi(e)s au prix de règlement. Ces profits ou pertes latent(e)s sont inscrit(e)s et comptabilisé(e)s de cette manière jusqu'à ce que le Fonds dénoue le contrat ou que le contrat arrive à échéance. La marge versée ou reçue au titre des contrats à terme standardisés ou des swaps figure en tant que créance dans l'état de la situation financière au poste Marge sur instruments dérivés. Toute modification de l'exigence en matière de marge est rajustée quotidiennement.

Les primes versées (souscrites) en vue de l'achat (de la souscription) d'options sont comptabilisées dans les actifs (passifs) dérivés et sont par la suite ajustées quotidiennement à leur juste valeur. Si une option souscrite vient à échéance sans avoir été exercée, la prime reçue est inscrite à titre de profit réalisé. Lorsqu'une option d'achat souscrite est exercée, l'écart entre le produit de la vente plus la valeur de la prime et le coût du titre est inscrit à titre de profit ou de perte réalisé(e). Lorsqu'une option de vente souscrite est exercée, le coût du titre acquis correspond au prix d'exercice de l'option moins la prime reçue. Se reporter au tableau des instruments dérivés et au tableau des options achetées/vendues, le cas échéant, compris dans le tableau des placements pour la liste des instruments dérivés et des options.

Le Fonds classe la juste valeur de ses actifs et de ses passifs en trois catégories, lesquelles se différencient en fonction de la nature des données d'entrée, observables ou non, et de la portée de l'estimation requise.

Niveau 1 – Prix non rajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 – Données autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement. Les évaluations de niveau 2 comprennent, par exemple, des prix cotés pour des titres semblables, des prix cotés sur des marchés inactifs et provenant de courtiers en valeurs mobilières reconnus, ainsi que l'application à des prix cotés ailleurs qu'en Amérique du Nord de facteurs obtenus à partir de données observables dans le but d'estimer l'incidence que peuvent avoir les différentes heures de clôture des marchés.

Les instruments financiers classés au niveau 2 sont évalués en fonction des prix fournis par une entreprise d'évaluation indépendante et reconnue qui établit le prix des titres en se fondant sur les opérations récentes et sur les estimations obtenues des intervenants du marché, en incorporant des données de marché observables et en ayant recours à des pratiques standards sur les marchés. Les justes valeurs estimées pour ces titres pourraient être différentes des valeurs qui auraient été utilisées si un marché pour le placement avait existé.

Niveau 3 – Données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Les données sont considérées comme observables si elles sont élaborées à l'aide de données de marché, par exemple les informations publiées sur des événements ou des transactions réels, qui reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif.

Voir la note 10 e) pour le classement des justes valeurs du Fonds.

c) Comptabilisation des produits

Les revenus d'intérêts aux fins de distribution correspondent à l'intérêt nominal reçu par le Fonds et sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Le Fonds n'amortit pas les primes versées ou les escomptes reçus à l'achat de titres à revenu fixe, à l'exception des obligations à coupon zéro, qui sont amorties selon le mode linéaire.

Les dividendes sont cumulés à compter de la date ex-dividende. Les profits ou les pertes réalisés à la vente de placements, y compris les profits ou les pertes de change sur ces placements, ainsi que les gains ou les pertes latents sont calculés en fonction du coût moyen.

Le Fonds peut investir dans des FNB gérés par Placements Mackenzie (une société affiliée à Counsel), lesquels sont présentés dans le tableau des placements. Le Fonds reçoit un revenu provenant des rabais sur les frais à l'égard des frais de gestion payés indirectement à Mackenzie, ce qui annule les frais de gestion indirectement liés au rendement de ces fonds sous-jacents.

Les revenus, les profits (pertes) réalisés et les profits (pertes) latents sont répartis quotidiennement et proportionnellement entre les séries.

DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

NOTES ANNEXES

3. Principales méthodes comptables (suite)

d) Commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille

Les commissions et autres coûts d'opérations de portefeuille sont des charges engagées en vue d'acquérir, d'émettre ou de céder des actifs financiers ou des passifs financiers. Ils comprennent les honoraires et les commissions versés aux agents, aux bourses, aux courtiers et aux autres intermédiaires. Tous les courtages engagés par le Fonds en lien avec les opérations de portefeuille pour les périodes, ainsi que les autres frais d'opérations, sont présentés dans les états du résultat global. Les activités de courtage sont attribuées aux courtiers en fonction du meilleur résultat net pour le Fonds. Sous réserve de ces critères, des commissions peuvent être versées à des sociétés de courtage qui offrent certains services (ou les paient), outre l'exécution des ordres, y compris la recherche, l'analyse et les rapports sur les placements, et les bases de données et les logiciels à l'appui de ces services. Le cas échéant et lorsqu'elle est vérifiable, la valeur des services fournis par des tiers qui ont été payés par les courtiers au cours des périodes est présentée à la note 10. La valeur de certains services exclusifs fournis par des courtiers ne peut être estimée raisonnablement.

e) Opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres

Le Fonds est autorisé à effectuer des opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres, tel qu'il est défini dans le prospectus simplifié du Fonds. Ces opérations s'effectuent par l'échange temporaire de titres contre des biens donnés en garantie comportant l'engagement de rendre les mêmes titres à une date ultérieure.

Le revenu tiré de ces opérations se présente sous forme de frais réglés par la contrepartie et, dans certains cas, sous forme d'intérêts sur la trésorerie ou les titres détenus en garantie. Le revenu tiré de ces opérations est présenté dans les états du résultat global et comptabilisé lorsqu'il est gagné. Les opérations de prêts de titres sont gérées par la Banque Canadienne Impériale de Commerce (l'« agent de prêt de titres »). La valeur de la trésorerie ou des titres détenus en garantie doit équivaloir à au moins 102 % de la juste valeur des titres prêtés, vendus ou achetés.

La note 10 résume les détails relatifs aux titres prêtés et aux biens reçus en garantie, et présente un rapprochement des revenus de prêt de titres, le cas échéant. Les biens reçus en garantie comprennent des titres de créance du gouvernement du Canada et d'autres pays, de gouvernements provinciaux, d'administrations municipales et d'institutions financières du Canada.

f) Devise

Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation du Fonds. Les achats et les ventes de placements en devises ainsi que les dividendes, le revenu d'intérêts et les charges d'intérêts en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur au moment de l'opération.

Les profits (pertes) de change à l'achat ou à la vente de devises sont comptabilisés dans les états du résultat global au poste Profit (perte) net(te) réalisé(e).

La juste valeur des placements ainsi que des autres actifs et passifs libellés en devises est convertie en dollars canadiens au taux de change en vigueur chaque jour ouvrable.

g) Compensation

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le solde net est comptabilisé dans l'état de la situation financière s'il existe un droit exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'il y a intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Dans le cours normal des activités, le Fonds conclut diverses conventions-cadres de compensation ou ententes similaires qui ne satisfont pas aux critères de compensation dans les états de la situation financière, mais qui permettent tout de même de compenser les montants dans certaines circonstances, comme une faillite ou une résiliation de contrat. La note 10 résume les détails de la compensation, le cas échéant, qui fait l'objet d'une convention-cadre de compensation ou d'autres conventions semblables et l'incidence nette sur les états de la situation financière si la totalité des droits à compensation était exercée.

Les revenus et les charges ne sont pas compensés à l'état du résultat global, à moins qu'une norme comptable présentée de manière spécifique dans les méthodes conformes aux normes IFRS adoptées par le Fonds ne l'exige ou le permette.

h) Actif net attribuable aux porteurs de titres, par titre

L'actif net attribuable aux porteurs de titres par titre est calculé en divisant l'actif net attribuable aux porteurs de titres d'une série de titres un jour ouvrable donné par le nombre total de titres de la série en circulation ce jour-là.

i) Valeur liquidative par titre

La valeur liquidative par titre est déterminée pour les achats et les rachats de titres conformément aux méthodes présentées dans le prospectus simplifié et la notice annuelle du Fonds. Ces méthodes peuvent différer des principes d'évaluation selon les normes IFRS. Au 31 mars 2023 et au 31 mars 2022, il n'existait aucune différence de la sorte.

j) Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation, par titre

L'augmentation (la diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation par titre figurant dans l'état du résultat global représente l'augmentation (la diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de titres liée aux activités d'exploitation pour la période, divisée par le nombre moyen pondéré de titres en circulation au cours de la période.

k) Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de la période précédente ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à la présentation adoptée pour la période considérée.

l) Modifications comptables futures

Counsel a déterminé qu'aucune incidence importante sur ses états financiers ne découle des normes IFRS publiées mais non encore en vigueur.

NOTES ANNEXES

4. Estimations et jugements comptables critiques

L'établissement de ces états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et qu'elle pose des hypothèses ayant principalement une incidence sur l'évaluation des placements. Les estimations et les hypothèses sont révisées de façon continue. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Utilisation d'estimations

Juste valeur des titres non cotés sur un marché actif

Le Fonds détient des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui sont évalués au moyen de méthodes d'évaluation fondées sur des données observables, dans la mesure du possible. Diverses techniques d'évaluation sont utilisées, selon un certain nombre de facteurs, notamment la comparaison avec des instruments similaires pour lesquels des prix de marché observables existent et l'examen de transactions récentes réalisées dans des conditions de concurrence normale. Les données d'entrée et les hypothèses clés utilisées sont propres à chaque société et peuvent comprendre les taux d'actualisation estimés et la volatilité prévue des prix. Des changements de données d'entrée clés peuvent entraîner une variation de la juste valeur présentée pour ces instruments financiers détenus par le Fonds.

Utilisation de jugements

Classement et évaluation des placements

Lors du classement et de l'évaluation des instruments financiers détenus par le Fonds, le gestionnaire doit exercer des jugements importants afin de déterminer le classement le plus approprié selon l'IFRS 9. Le gestionnaire a examiné le modèle économique du Fonds, ses engagements envers les porteurs de titres et la manière dont les placements sont gérés et évalués dans leur ensemble et a déterminé que la désignation irrévocable des instruments financiers comme étant des actifs financiers ou des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net constitue la méthode d'évaluation et de présentation la plus appropriée pour les placements et les instruments financiers du Fonds.

Monnaie fonctionnelle

Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation du Fonds, étant considéré comme la monnaie qui représente le plus fidèlement les effets économiques des opérations, des événements et des conditions sous-jacents du Fonds, compte tenu de la manière dont les titres sont émis et rachetés et dont le rendement et la performance du Fonds sont évalués.

5. Impôts sur le résultat

Le Fonds est admissible à titre de fiduciaire de fonds commun de placement en vertu des dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)*. Par conséquent, il est assujéti à l'impôt pour ce qui est de ses bénéficiaires, y compris le montant net des gains en capital réalisés pour l'année d'imposition, qui ne sont ni payés ni à payer à ses porteurs de titres à la fin de l'année d'imposition. La fin de l'année d'imposition du Fonds est le 15 décembre. Le Fonds peut être assujéti aux retenues à la source d'impôts étrangers. En général, le Fonds traite les retenues d'impôts à la source en tant que charges portées en réduction du bénéfice aux fins du calcul de l'impôt. Le Fonds distribuera des montants suffisants tirés de son bénéfice net aux fins du calcul de l'impôt, au besoin, afin de ne pas payer d'impôt sur le résultat, à l'exception des impôts remboursables sur les gains en capital, le cas échéant.

Les pertes du Fonds ne peuvent être attribuées aux porteurs de titres et sont conservées par le Fonds pour des exercices futurs. Les pertes autres qu'en capital subies peuvent être reportées prospectivement jusqu'à 20 ans afin de réduire le bénéfice imposable et les gains en capital réalisés au cours d'exercices futurs. Les pertes nettes en capital peuvent être reportées prospectivement indéfiniment afin de réduire les gains en capital réalisés au cours d'exercices futurs. Se reporter à la note 10 d) pour un sommaire des reports en avant de pertes du Fonds.

6. Frais de gestion et frais d'exploitation

Counsel reçoit des frais de gestion pour la gestion du portefeuille de placements, l'analyse des placements, la formulation de recommandations et la prise de décisions quant aux placements, ainsi que pour la prise de dispositions de courtage pour l'achat et la vente de titres en portefeuille et la conclusion d'ententes avec des courtiers inscrits pour l'achat et la vente de titres du Fonds par des porteurs de titres.

Des frais d'administration annuels à taux fixe (les « frais d'administration ») sont facturés à chaque série du Fonds, exception faite de la série O, le cas échéant, et, en retour, Counsel prend en charge toutes les charges d'exploitation du Fonds autres que certains frais précis associés au Fonds.

Les autres frais associés au Fonds comprennent les taxes et impôts (y compris, mais sans s'y limiter, la TPS/TVH et l'impôt sur le résultat), les intérêts et les coûts d'emprunt, l'ensemble des frais et des charges du Comité d'examen indépendant des fonds Counsel, les coûts engagés pour respecter l'exigence réglementaire en matière de production de l'Aperçu du Fonds, les frais payés aux fournisseurs de services externes afférents aux recouvrements ou aux remboursements d'impôt ou à la préparation de déclarations de revenus à l'étranger pour le compte du Fonds, et tous les nouveaux frais associés aux services externes qui n'étaient pas généralement facturés dans le secteur canadien des fonds communs de placement après la date de dépôt du plus récent prospectus simplifié du Fonds.

Counsel peut renoncer aux frais de gestion ou aux frais d'administration ou les absorber à son gré et mettre fin à la renonciation ou à l'absorption de ces frais en tout temps, sans préavis. Se reporter à la note 10 a) pour les taux des frais de gestion et d'administration imputés à chaque série de titres.

7. Capital du Fonds

Le capital du Fonds est réparti entre les différentes séries, lesquelles comportent chacune un nombre illimité de titres. Les titres en circulation du Fonds aux 31 mars 2023 et 2022 ainsi que les titres qui ont été émis, réinvestis et rachetés au cours des périodes sont présentés dans les états de l'évolution de la situation financière. Counsel gère le capital du Fonds conformément aux objectifs et aux stratégies de placement décrits à la note 8 a).

DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

NOTES ANNEXES

8. Risques découlant des instruments financiers

a) Exposition au risque et gestion du risque

Les activités de placement du Fonds l'exposent à divers risques financiers, tels qu'ils sont définis dans l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (« IFRS 7 »). L'exposition du Fonds aux risques financiers est concentrée dans ses placements, lesquels sont présentés dans le tableau des placements, regroupés par type d'actif, par région géographique et par secteur.

Le gestionnaire cherche à atténuer les éventuelles répercussions néfastes de ces risques sur le rendement du Fonds par l'embauche de conseillers en portefeuille professionnels et expérimentés, par la surveillance quotidienne des positions du Fonds et des événements du marché ainsi que par la diversification du portefeuille de placements en respectant les contraintes des objectifs et des stratégies de placement du Fonds, décrits à la note 10 b) et, le cas échéant, par l'utilisation de dérivés afin de couvrir certaines expositions au risque. Pour faciliter la gestion des risques, le gestionnaire maintient également une structure de gouvernance, dont le rôle consiste à superviser les activités de placement du Fonds et à s'assurer de la conformité avec la stratégie de placement établie du Fonds, les directives internes et la réglementation des valeurs mobilières.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Fonds éprouve des difficultés à respecter ses obligations financières au fur et à mesure que celles-ci deviennent exigibles. Le Fonds est exposé au risque de liquidité en raison des rachats potentiels quotidiens en trésorerie de titres rachetables. Afin de suivre la liquidité de ses actifs, le Fonds utilise un programme de gestion du risque de liquidité qui calcule, au moyen d'une méthode de liquidation sur plusieurs jours, le nombre de jours nécessaire pour convertir en trésorerie les placements qu'il détient. Cette analyse du risque de liquidité permet d'évaluer le niveau de liquidité du Fonds par rapport à des pourcentages minimums prédéterminés, établis pour différentes périodes. Par ailleurs, le Fonds peut emprunter jusqu'à 5 % de la valeur de son actif net pour financer les rachats. Pour agir en conformité avec la réglementation sur les valeurs mobilières, le Fonds doit conserver au moins 85 % de son actif dans des placements liquides (c.-à-d. des placements qui peuvent être rapidement vendus).

D'autres fonds d'investissement gérés par Counsel (les « principaux Fonds ») peuvent investir dans les titres de série O offerts par le Fonds en vertu d'une dispense de prospectus, conformément aux objectifs de placement de ces fonds. Les titres de la série Patrimoine privé peuvent également être émis en vertu d'une dispense de prospectus en faveur des investisseurs du programme Patrimoine privé offert par IPC Valeurs mobilières, société liée à Counsel.

À l'occasion, ces placements peuvent être rééquilibrés en réduisant leur pondération au sein du Fonds ou en les éliminant entièrement. Dans les deux cas, selon la taille du placement d'un grand investisseur, une telle mesure pourrait entraîner un rachat important du Fonds. Pour satisfaire à un tel rachat, le Fonds pourrait devoir vendre des placements du portefeuille. Par conséquent, il est possible que le Fonds vende un placement donné avant qu'il n'ait atteint le cours souhaité par le gestionnaire, ce qui pourrait affecter les rendements du Fonds. De plus, le Fonds pourrait réaliser des gains en capital sur ses placements plus rapidement que prévu, ce qui entraînerait la distribution de gains en capital aux investisseurs du Fonds (et donnerait donc lieu à un impôt payable par l'investisseur) qui n'aurait peut-être pas eu lieu ou qui aurait peut-être eu lieu à une date ultérieure.

En ce qui concerne les montants détenus et les changements en lien avec la série O et/ou la série Patrimoine privé au cours de la période, veuillez consulter les montants présentés dans l'état de la situation financière et l'état de l'évolution de la situation financière.

c) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie à un instrument financier ne s'acquitte pas d'une obligation ou d'un engagement pris envers le Fonds. La note 10 c) résume l'exposition du Fonds, le cas échéant et si elle est significative, au risque de crédit par l'entremise de ses instruments à revenu fixe. Lorsqu'elles sont présentées, les notes de crédit et les catégories de crédit sont basées sur les notes d'une agence de notation désignée.

Toutes les opérations sur titres cotés sont effectuées par des courtiers approuvés.

Afin de réduire la possibilité d'un défaut de règlement, la livraison des titres vendus se fait simultanément contre paiement, quand les pratiques du marché le permettent, au moyen d'un dépôt central ou d'une agence de compensation et de dépôt lorsque c'est la façon de procéder.

La valeur comptable des placements et des autres actifs représente l'exposition maximale au risque de crédit à la date des états de la situation financière. Le Fonds peut effectuer des opérations de prêt de titres avec d'autres parties et peut aussi être exposé au risque de crédit découlant des contreparties aux instruments dérivés qu'il pourrait utiliser. Le risque de crédit associé à ces opérations est jugé minime puisque toutes les contreparties ont une cote de crédit équivalant à une cote de crédit Standard & Poor's d'au moins A-1 (faible) pour la dette à court terme ou de A pour la dette à long terme, selon le cas.

d) Risque de change

Le risque de change est le risque que les instruments financiers libellés ou échangés dans une monnaie autre que le dollar canadien, qui est la monnaie fonctionnelle du Fonds, fluctuent en raison de variations des taux de change. En règle générale, la valeur des placements libellés dans une devise augmente lorsque la valeur du dollar canadien baisse (par rapport aux devises). À l'inverse, lorsque la valeur du dollar canadien augmente par rapport aux devises, la valeur des placements libellés dans une devise baisse.

La note 10 c) indique les devises, le cas échéant, auxquelles le Fonds avait une exposition importante et illustre l'incidence potentielle, en dollars canadiens, sur l'actif net du Fonds d'une hausse ou d'une baisse de 5 % du dollar canadien relativement à toutes les devises, toute autre variable demeurant constante. En pratique, les résultats réels de négociation peuvent différer et l'écart pourrait être important. Généralement, les autres actifs financiers et passifs financiers (y compris les dividendes et les intérêts à recevoir, ainsi que les sommes à recevoir ou à payer pour les placements vendus ou achetés) libellés en devises n'exposent pas le Fonds à un risque de change important.

DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

NOTES ANNEXES

8. Risques découlant des instruments financiers (suite)

e) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est lié aux instruments financiers portant intérêt. Le Fonds est exposé au risque que la valeur des instruments financiers portant intérêt fluctue en fonction des variations des taux d'intérêt du marché en vigueur. En règle générale, la valeur de ces titres augmente lorsque les taux d'intérêt baissent et diminue lorsqu'ils augmentent.

Si l'exposition est importante, la note 10 c) résume les obligations du Fonds selon la durée résiduelle jusqu'à l'échéance et illustre l'incidence potentielle sur l'actif net du Fonds d'une hausse ou d'une baisse de 1 % des taux d'intérêt en vigueur, la courbe des taux évoluant en parallèle et toute autre variable demeurant constante. En pratique, les résultats réels de négociation peuvent différer et l'écart pourrait être important.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étant, de par leur nature, à court terme, ils n'exposent généralement pas de façon notable le Fonds au risque de taux d'intérêt.

f) Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la valeur des instruments financiers fluctue en fonction des variations des cours du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations découlent de facteurs propres à un placement individuel ou à son émetteur, ou d'autres facteurs ayant une incidence sur tous les instruments négociés sur un marché ou un segment du marché. Tous les placements présentent un risque de perte en capital. Ce risque est géré grâce à une sélection minutieuse de placements et d'autres instruments financiers conformes à la stratégie de placement.

L'autre risque de prix découle habituellement de l'exposition aux titres de capitaux propres. La note 10 c) illustre l'augmentation ou la diminution possible de l'actif net du Fonds si les cours des Bourses où se négocient ces titres avaient augmenté ou diminué de 10 %, toute autre variable demeurant constante. En pratique, les résultats réels de négociation peuvent différer et l'écart pourrait être important.

9. Abréviations des devises

Code de la devise	Description	Code de la devise	Description	Code de la devise	Description
AUD	Dollar australien	HUG	Forint hongrois	PKR	Roupie pakistanaise
AED	Dirham des Émirats arabes unis	IDR	Rupiah indonésienne	PLN	Zloty polonais
BRL	Real brésilien	ILS	Shekel israélien	QAR	Rial du Qatar
CAD	Dollar canadien	INR	Roupie indienne	RON	Leu roumain
CHF	Franc suisse	JPY	Yen japonais	RUB	Rouble russe
CLP	Peso chilien	KOR	Won sud-coréen	SAR	Riyal saoudien
CNY	Yuan chinois	MXN	Peso mexicain	SEK	Couronne suédoise
CZK	Couronne tchèque	MYR	Ringgit malaisien	SGD	Dollar de Singapour
DKK	Couronne danoise	NGN	Naira nigérian	THB	Baht thaïlandais
EGP	Livre égyptienne	NOK	Couronne norvégienne	TRL	Livre turque
EUR	Euro	NTD	Nouveau dollar de Taïwan	USD	Dollar américain
GBP	Livre sterling	NXD	Dollar néo-zélandais	VND	Dong vietnamien
GHS	Cedi ghanéen	PEN	Nouveau sol péruvien	ZAR	Rand sud-africain
HKD	Dollar de Hong Kong	PHP	Peso philippin	ZMW	Kwacha zambien

DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

NOTES ANNEXES

10. Renseignements propres au Fonds (en milliers, sauf pour a))

a) Constitution du Fonds et renseignements sur les séries

Série	Date d'établissement/ de rétablissement	Placement minimal (\$)⁵	Frais de gestion⁵ (%)	Frais d'administration (%)
Série A¹	7 janvier 2009	1 000	1,70	0,25
Série E⁶	7 janvier 2009	75 000	1,68	0,25
Série F²	7 janvier 2009	1 000	0,70	0,15
Série I², 3, 5	7 janvier 2009	1 000	–	0,15
Série O⁴	7 janvier 2009	–	–	–
Série Patrimoine privé⁸	7 janvier 2009	–	–	0,15
Série T¹, 7	4 septembre 2018	1 000	1,70	0,25

¹ Les titres de la série A et de la série T sont les seuls qui sont assujettis à des frais d'acquisition ou de rachat; ces frais sont fondés sur le mode de souscription choisi. Les titres achetés en vertu du mode de souscription avec frais d'acquisition peuvent être assujettis à des frais négociés allant jusqu'à 5 % au moment de la souscription initiale. Les titres achetés antérieurement en vertu du mode de souscription avec frais de rachat peuvent être assujettis à des frais de rachat allant jusqu'à 4,5% (selon la date de souscription initiale); les nouveaux titres ne sont pas offerts en vertu de ce mode, mais ils peuvent être acquis au moyen d'échanges à partir d'autres Fonds Counsel. Le 15 juin 2022, les taux des frais de gestion de 1,85 % de cette série ont été réduits.

² Des frais de consultation négociables ou des frais établis en fonction de l'actif (plus les taxes de vente) sont à payer par les investisseurs à leur(s) courtier(s) relativement aux titres de cette série détenus. Les frais peuvent être perçus par Counsel dans le compte de l'investisseur au moyen du rachat de titres et remis au courtier à la demande de l'investisseur. Le courtier peut également percevoir les frais directement auprès de l'investisseur. Le 15 juin 2022, les frais de gestion de la série I, qui sont facturés directement aux investisseurs, ont été réduits (incluant les frais de gestion de la série I, qui sont facturés directement aux investisseurs).

³ Les frais de gestion liés à cette série sont de 0,70 % et ils sont payables directement à Counsel, généralement au moyen du rachat mensuel de titres.

⁴ Il n'y a pas de frais de gestion ou de frais d'administration pour cette série, parce que les titres de cette série sont conçus pour faciliter les placements dans des fonds de fonds, où la duplication des frais de gestion est interdite.

⁵ Counsel peut, à sa discrétion, renoncer aux frais de gestion (directement ou indirectement) ou aux frais d'administration payables par les investisseurs ou les diminuer. Les investisseurs particuliers (excluant les investisseurs de la série E) peuvent être admissibles à une remise sur les frais de gestion sous réserve de certaines exigences, comme le décrit le prospectus simplifié du Fonds.

⁶ Cette série n'est pas offerte à la vente.

⁷ Cette série est conçue pour les investisseurs qui désirent recevoir une distribution mensuelle en espèces à un taux annualisé allant jusqu'à 8 % par année. Depuis le 29 octobre 2021, cette série n'est plus offerte à la vente.

⁸ Aucuns frais de gestion ne sont imputés à la série Patrimoine privé. Un investisseur doit conclure une entente pour prendre part à un programme géré discrétionnaire offert par IPC Valeurs mobilières et accepter de payer certains frais fondés sur l'actif.

b) Objectifs et stratégies de placement

Le Fonds cherche à dégager un revenu de dividendes, à générer une croissance du capital à long terme et à protéger la valeur des placements en investissant principalement dans des actions canadiennes. Le Fonds peut consacrer jusqu'à 30 % de son actif aux titres étrangers.

c) Risques découlant des instruments financiers

i. Risque de change

Aux 31 mars 2023 et 2022, le Fonds n'avait aucune exposition importante au risque de change.

ii. Risque de taux d'intérêt

Aux 31 mars 2023 et 2022, le Fonds n'avait aucune exposition importante au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses placements en titres à revenu fixe.

iii. Autre risque de prix

Incidence sur l'actif net	Augmentation de 10 %		Diminution de 10 %	
	(\$)	(%)	(\$)	(%)
31 mars 2023	13 030	9,3	(13 030)	(9,3)
31 mars 2022	14 082	9,6	(14 082)	(9,6)

À l'heure actuelle, le Fonds n'a pas recours aux instruments dérivés pour couvrir le risque de change.

iv. Risque de crédit

Aux 31 mars 2023 et 2022, le Fonds n'avait aucune exposition importante au risque de crédit en ce qui concerne ses placements en titres à revenu fixe.

d) Reports prospectifs de pertes

À la fin de la dernière année d'imposition, aucune perte en capital ni autre qu'en capital n'était disponible pour un report prospectif aux fins de l'impôt.

DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS AUDITÉS | 31 mars 2023

NOTES ANNEXES

10. Renseignements propres au Fonds (en milliers, sauf pour a)) (suite)

e) Classement de la juste valeur

Le tableau ci-après résume la juste valeur des instruments financiers du Fonds selon la hiérarchie de la juste valeur décrite à la note 3.

	31 mars 2023				31 mars 2022			
	Niveau 1 (\$)	Niveau 2 (\$)	Niveau 3 (\$)	Total (\$)	Niveau 1 (\$)	Niveau 2 (\$)	Niveau 3 (\$)	Total (\$)
Titres à revenu fixe	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions	130 303	–	–	130 303	140 816	–	–	140 816
Fonds négociés en bourse	–	–	–	–	–	–	–	–
Actifs dérivés	–	–	–	–	–	–	–	–
Passifs dérivés	–	–	–	–	–	–	–	–
Équivalents de trésorerie	–	8 860	–	8 860	–	5 397	–	5 397
Total	130 303	8 860	–	139 163	140 816	5 397	–	146 213

Aucun transfert important n'a eu lieu entre le niveau 1 et le niveau 2. Les équivalents de trésorerie classés au niveau 2 sont évalués en fonction du coût amorti, majoré des intérêts courus, ce qui se rapproche de la juste valeur.

f) Commissions

	(\$)
31 mars 2023	3
31 mars 2022	3

g) Placements dans des parties liées

Counsel est une filiale indirecte de Société financière IGM Inc., une filiale de la Corporation Financière Power, elle-même filiale de Power Corporation du Canada. Les placements du Fonds dans des sociétés du groupe de sociétés Power sont identifiés dans le tableau des placements.

h) Prêt de titres

	31 mars 2023	31 mars 2022
	(\$)	(\$)
Valeur des titres prêtés	12 912	10 705
Valeur des biens reçus en garantie	13 557	11 241

	31 mars 2023		31 mars 2022	
	(\$)	(%)	(\$)	(%)
Revenus de prêts de titres bruts	15	100,0	2	100,0
Impôt retenu à la source	–	–	–	–
Paiements à l'agent de prêt de titres	(3)	(20,0)	(1)	(50,0)
Revenu tiré du prêt de titres	12	80,0	1	50,0